

# A Paris, les tensions bo les indépendants du mo

Du 27 au 29 avril 2009, l'ANCDGP et l'Anacofi accueillent dans la capitale leurs homologues venus d'une cinquantaine de pays dans le cadre de la 7<sup>e</sup> convention of independent financial advisers (CIFA). Thème retenu : « Soubresauts et crises boursières récurrentes. » Programme.

**E**N définissant, au début de l'année passée, la thématique de sa septième conférence annuelle, la CIFA avait vu juste. La manifestation aura en effet pour sujet les « soubresauts et crises boursières récurrentes, signes avant-coureurs d'un nouvel ordre économique mondial pour l'investisseur et son patrimoine ». Elle aura lieu du 27 au 29 avril prochain, à Paris, au centre d'affaires et de congrès Cap 15 (quai Grenelle). Rappelons que la CIFA est une

association suisse ayant statut consultatif auprès du conseil économique et social des Nations unies (cf. encadré ci-dessous et [www.cifa-found.ch/pdf/presse/2008/CIFASTatement\\_SeveralLanguages.pdf](http://www.cifa-found.ch/pdf/presse/2008/CIFASTatement_SeveralLanguages.pdf)). Après Prague, en République tchèque, l'année passée, la manifestation se tient donc pour la deuxième année consécutive hors des frontières suisses. Présidée par Pierre Christodoulidis, la CIFA regroupe une cinquantaine d'associations nationales de conseillers financiers indépendants à travers le

monde. En France, il s'agit de l'Anacofi (Association nationale des conseils financiers), de l'ANCDGP (Association nationale des conseils diplômés en gestion de patrimoine), de la CCEF (Compagnie des conseils experts financiers) et de la CNCEF (Chambre nationale des conseils experts financiers). Toutes sont adhérentes de la FECIF (Fédération européenne des conseils intermédiaires financiers). Les représentants de la France au sein de la CIFA, David Charlet (président de l'Anacofi) et Gilles-Guy de Salins (vice-président de l'ANCDGP), ont été chargés d'organiser la manifestation parisienne.

## Lutter contre la criminalité financière

Le lundi 27 avril, les participants se réuniront donc en début d'après-midi. Ce ren-

dez-vous annuel sera lancé par les traditionnels mots d'accueil et de bienvenue des présidents de la CIFA, de l'ANCDGP (Claude Fouché) et de l'Anacofi (David Charlet) ainsi que des autorités de tutelle françaises, de l'ambassadeur de la Suisse et représentant permanent auprès de l'OCDE, Eric Martin, et d'Hanifa D. Mezoui, de l'ONU.

La première journée sera consacrée à la criminalité financière et au blanchiment de l'argent sale.

Ce premier module a pour ambition de répondre à la question : « *Les organismes nationaux et agences internationales contrôlent-ils réellement la criminalité financière ?* »

Dans ce cadre, les trois tables rondes prévues aborderont les problématiques suivantes :

- multitude et diversité des organismes actuels : ONU, Committee of European Securities Regulators (CESR), Commission européenne, GAFI, FMI, Banque des règlements internationaux (BRI) et régulateurs nationaux : Tracfin, Securities and Exchange Commission (SEC), AMF ;
- efficacité et coordination des organes de contrôle contre le blanchiment ; analyse et critique de l'état actuel de l'industrie financière ;
- et enfin, le professionnel face à la multitude des règles et des organes de régulation (études de cas).

## Un appel à la réflexion

**A** propos des tensions qui secouent l'économie mondiale, la Cifa (Convention of Independent Financial Advisors), organisation non gouvernementale avec statut consultatif spécial auprès du conseil économique et social des Nations unies, considère que « la crise financière nécessite, au-delà des mesures actuellement prises dans l'urgence par les gouvernements, une réflexion en profondeur sur les causes de la débâcle. La CIFA propose que toutes les parties concernées entament le plus rapidement possible une concertation visant à assainir le marché financier et à créer un nouvel ordre économique mondial ».

La CIFA estime qu'il ne suffira pas d'éviter la banqueroute de quelques grandes institutions financières pour remédier au chaos actuel,

mais qu'il faut aller plus loin pour remettre de l'ordre dans le système économique mondial et rassurer l'ensemble de la communauté financière ainsi que les citoyens.

Elle considère également que la crise actuelle est « amplifiée par la méfiance entre les entités financières encore actives, le scénario de récession économique annoncé et le désarroi des citoyens qui reçoivent des informations sans disposer d'une assistance suffisante ». Enfin, la CIFA s'inquiète « des conséquences que pourraient avoir les solutions actuellement déployées. Sans remettre en cause l'absolue nécessité de réagir, l'organisation s'interroge notamment sur le bien-fondé de l'utilisation de deniers publics sans aucune consultation des citoyens-contribuables ». ■

# ursières réunissent nde entier

Cette journée se terminera par une synthèse, un cocktail et un dîner convivial. Après une allocution d'ouverture, la seconde journée sera composée de deux modules.

## La conjoncture économique

Le premier a pour thème : « *Tendance de l'économie mondiale des marchés ; spéculation, bulles financières et crises – les évolutions des marchés sont-elles prévisibles ? Le rôle et les devoirs du conseiller dans de telles circonstances.* »

Les différentes tables rondes successives aborderont les sujets suivants :

- prévisionnistes, économistes, analystes financiers : vision, responsabilités ;
  - législation, autorités de supervision : vision et responsabilités ;
  - le professionnel et l'intermédiaire financier : rôle et responsabilités.
- Suivront alors la synthèse de ce module ainsi qu'un déjeuner de travail.

## Eduquer l'épargnant, rôle des institutions

Le troisième module se déroulera l'après-midi. Il sera consacré à : « *L'épargnant et le monde de la finance : éducation, lacunes et responsabilités de l'épargnant ; rôle et devoirs du conseiller ; les pouvoirs publics et leurs responsabilités.* »

Les travaux porteront sur les thématiques suivantes :

- la compétence et le conseiller avec EFA, ISO, les lois nationales et les règles des associations professionnelles ; confiance et protection de l'investisseur : qui en est responsable et qui devrait agir ? Jusqu'à quel point le régulateur peut-il superviser les acteurs du marché et où sont ses limites ? Et enfin, quelles sont les règles de *best practice* ?
- l'ignorance du client : écoles de la Bourse et équivalents, la responsabilité des pouvoirs publics et de l'enseignement général. Etudes de cas ;
- tous coupables, mais pas responsables ? La nécessité d'impliquer toutes les parties.

Suivront la traditionnelle synthèse du module et des visites sur les stands partenaires.

Le mercredi 29 avril, l'allocution d'ouverture sera prononcée par Angela Knight, chief executive de la *British Bankers Association*. Le dernier module aura pour thème : « *Un nouvel ordre de la finance ? Quelles sont les causes de la débâcle financière ? Régulation ou autorégulation ? Comment réguler ?* » Les débats porteront sur les multiples causes de la débâcle : échec des politiques économiques et monétaires, de la supervision du secteur financier, du cadre réglementaire ou excès de la libéralisation du système financier ; le rôle des hedge funds ; la gestion de la crise par les gouvernements.

## Vers un nouvel ordre financier ?

Ensuite sera abordée la question de la nécessité ou non de créer un nouvel ordre financier (le pacte mondial des Nations unies au service de l'ISR), les modifications à

## Renseignements et inscriptions

Pour toute demande relative au septième forum de la CIFA, il convient de contacter la société *Academy & Finance SA*, tél. : +41 (0) 22 849 01 11, fax : +41 (0) 22 849 01 10, e-mail :

[info@academyfinance.ch](mailto:info@academyfinance.ch).

Adresse : *Academy & Finance SA - CP 6 069 - CH-121 Genève 6.*

Site Internet :

[www.cifaong.org](http://www.cifaong.org).

L'inscription s'élève à 100 € par jour ou 200 € pour les trois jours pour les membres des associations

professionnelles françaises participantes (*Anacofi, ANCDGP, CCEF, et CNCEF*).

Pour les autres, la participation est de :

- 1 500 € pour les trois journées et les dîners ;
- 1 400 € pour les trois jours seuls ;
- 400 € pour la journée du 28 ou du 30 avril ;
- 800 € pour la journée du 29 avril.

## Des intervenants de haut niveau

**A**ctuellement, la liste des intervenants n'est pas encore définitive. Cependant, parmi les personnes prévues ou pressenties, nous retrouvons, outre les membres actifs de l'association, le professeur Xavier Raufer, du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines de l'université Panthéon Assas Paris II ; Noël Pons, auteur et conseiller au service central de prévention de la corruption (SCPC), ministre de la Justice ; Philip Robinson, directeur du

Financial Crime and Intelligence Division, de la Financial Services Authority (FSA), à Londres ; Adrian Blundell Wignall, directeur adjoint aux affaires financières et des entreprises au sein de l'OCDE ; Angela Knight, chief executive de la *British Bankers Association* ; Francisco Alvarez Molina, vice-président de l'*Anaf* ou encore Patrice Robineau, senior advisor to the executive secretary de la commission économique des Nations unies pour l'Europe. ■

porter au niveau des intermédiaires financiers pour éviter de nouvelles crises (réguler, autoréguler, renforcer l'éthique professionnelle).

La synthèse des travaux sera confiée au président de la CIFA, Pierre Christodoulidis, et la clôture de la manifestation, à un représentant de la prochaine édition, en 2010. ■